



DOLLARAMA INC. RAPPORT DE GESTION Premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022

Le 8 juin 2022

Le présent rapport de gestion, daté du 8 juin 2022, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022 et les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes pour l'exercice 2022 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter. La monnaie de fonctionnement et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2021 » désigne l'exercice de la Société clos le 31 janvier 2021, « exercice 2022 » désigne l'exercice de la Société clos le 30 janvier 2022, et « exercice 2023 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 29 janvier 2023.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés prospectifs que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou d'autres événements ou faits nouveaux à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- les conséquences défavorables que continue d'avoir la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et sur les affaires, les activités et la situation financière de Dollarama et de Dollarcity;
- les défis touchant la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale, qu'ils soient ou non liés à la pandémie de COVID-19, y compris les tarifs de transport par conteneurs et les délais de livraison;
- la situation de trésorerie de la Société;
- le refinancement des billets à taux fixe à 2,203 % (définis ci-après) arrivant à échéance le 10 novembre 2022;
- l'effet d'accroissement de valeur potentiel lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à la disposition de la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique, le contexte géopolitique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et en Amérique latine et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2022, qui peut être consulté sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site web de la Société au www.dollarama.com : augmentations futures des charges d'exploitation (y compris des hausses du salaire minimum prescrit par la loi et des coûts supplémentaires liés à la COVID-19), augmentations futures du coût des marchandises (y compris en raison de hausses des coûts des matières premières et de différends sur les tarifs), augmentations futures des frais de livraison et de transport (y compris en raison de hausses des frais de transport et du prix du carburant), incapacité de maintenir une gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées (y compris en raison de la pandémie de COVID-19, des perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et de l'instabilité géopolitique créée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine), incapacité de maintenir son image de marque et sa réputation, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de conclure ou de renouveler, selon le cas, les baux de ses magasins, de ses entrepôts et du siège social à des conditions favorables et concurrentielles, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque de taux d'intérêt relatif à la dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, technologies de rupture, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, pandémies ou épidémies, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, changements climatiques, perturbations géopolitiques et instabilité politique dans les pays étrangers, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, litiges, conformité sur les plans réglementaire et environnemental et actionnaires militants.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire les attentes de la direction en date du 8 juin 2022, et la direction n'a pas l'intention et décline toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Fait nouveau

Dividende en trésorerie trimestriel

Le 8 juin 2022, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,0553 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 5 août 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 juillet 2022. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Aperçu

Nos activités

Au 1^{er} mai 2022, la Société exploitait 1 431 magasins au Canada, dont un nombre net de 10 nouveaux magasins ouverts au cours du premier trimestre de l'exercice 2023, et elle continue d'étendre son réseau partout au pays. Les magasins ont une superficie moyenne de 10 391 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, tous à prix attractifs. La marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 5,00 \$. L'introduction de nouveaux produits à des prix fixes d'au plus 5,00 \$, conformément à la stratégie de prix multiples de la Société en vigueur depuis 2009, a été annoncée le 30 mars 2022. La mise en œuvre se fera progressivement en magasin au cours de l'exercice 2023. Au fil du temps, cela permettra à la Société de préserver son vaste éventail de produits et sa valeur attractive, et même de les bonifier. Tous les magasins sont exploités par la Société, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Bon nombre des magasins sont situés dans des endroits achalandés, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

La stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes, le résultat d'exploitation, le résultat net et le résultat par action ainsi que les flux de trésorerie en augmentant son réseau de magasins au Canada et en offrant un vaste éventail d'articles à prix attractifs à une large clientèle. La Société vise à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de ses activités.

La Société exploite un magasin en ligne en vue d'offrir plus de commodité à ses clients canadiens – tant les particuliers que les entreprises – qui souhaitent acheter des produits en grande quantité, ce qui n'est pas toujours possible en magasin. Une sélection de produits parmi la vaste gamme de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers sont offerts en vente sur la plateforme en ligne, à la caisse seulement.

Par ailleurs, la Société exerce des activités en Amérique latine par l'intermédiaire de sa participation de 50,1 % dans Dollarcity, un détaillant à bas prix latino-américain dont le siège social est situé au Panama. Dollarcity propose un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers à des prix fixes d'au plus 4,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale) dans ses magasins situés au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou. Au 31 mars 2022, Dollarcity comptait au total 358 magasins, dont 210 en Colombie, 78 au Guatemala, 60 au Salvador et 10 au Pérou.

Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2023

Comparativement au premier trimestre de l'exercice 2022 :

- les ventes ont augmenté de 12,4 % pour s'établir à 1 072,9 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont augmenté de 7,3 %, en sus de l'augmentation de 5,8 % enregistrée à l'exercice précédent;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 20,9 % pour s'établir à 300,0 M\$, soit 28,0 % des ventes, comparativement à 26,0 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 24,4 % et s'est chiffré à 220,0 M\$, soit 20,5 % des ventes, comparativement à 18,5 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 32,4 % pour s'établir à 0,49 \$, comparativement à 0,37 \$;
- un nombre net de 10 nouveaux magasins ont été ouverts, comparativement à un nombre net de 12 nouveaux magasins;
- un total de 1 444 803 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 107,3 M\$.

¹⁾ Le lecteur est prié de se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Perspectives

Une analyse des attentes de la direction en ce qui a trait aux perspectives de la Société pour l'exercice 2023 est présentée dans le communiqué de presse de la Société daté du 30 mars 2022, à la rubrique « Perspectives ». Le communiqué de presse est accessible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com. Les perspectives pour l'exercice 2023 demeurent inchangées au 8 juin 2022.

Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation

Ventes

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits ou de la prestation de services à mesure que les obligations de prestation sont remplies.

Toutes les ventes sont fermes. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées.

Les ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers.

Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins Dollarama, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, la Société met l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Depuis 2013, Dollarama International inc. (« Dollarama International »), filiale entièrement détenue par la Société, conclut des ententes avec Dollarcity en vue de la vente de produits à des consommateurs situés à l'extérieur du Canada. Lorsque la Société agit pour son propre compte, elle comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés à Dollarcity. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires.

Le 4 février 2022, à l'expiration de la convention de licence et de services conclue en 2013, Dollarama International a conclu une nouvelle convention d'approvisionnement et une nouvelle convention de services avec Dollarcity, toutes deux d'une durée initiale de cinq ans, sous réserve de renouvellement automatique pour des périodes successives de un an, sauf en cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties au moins 60 jours avant la fin de la période en cours. Dollarama International continue d'agir à titre de principal fournisseur de produits pour Dollarcity, soit pour son propre compte, soit comme intermédiaire. Des modifications ont été apportées afin de rendre compte de la nouvelle relation entre les parties par suite de l'acquisition par Dollarama International d'une participation de 50,1 % dans Dollarcity le 14 août 2019, mais l'incidence nette globale de ces nouvelles conventions sur les plans économique et de l'exploitation demeure essentiellement inchangée pour Dollarama International.

Par le passé, la Société a enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, le chiffre d'affaires augmente aussi en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais les ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières dans le cours normal des activités. Les restrictions imposées aux détaillants par les autorités provinciales au cours des exercices 2021 et 2022 en réaction aux vagues successives de cas de COVID-19 au pays ont eu une incidence négative sur l'achalandage dans les magasins et sur les ventes. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel pour l'exercice 2022 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes et à la poursuite des activités.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks achetés, la portion variable et non indexée des frais d'occupation des magasins qui sont exclus des obligations locatives aux termes de la norme IFRS 16, et les frais de livraison et de transport (qui sont en grande partie variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les frais d'occupation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en déduction du coût d'acquisition des stocks ou, si les stocks visés ont été vendus, en réduction du coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts, y compris les coûts des matières premières, puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer avec la hausse des coûts et la compenser, du moins en partie.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la grande majorité de nos marchandises importées proviennent de Chine et sont payées en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est touché indirectement par les fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et, directement, par celles du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Bien que nous concluons des contrats de change à terme et des colliers à coût nul en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien (généralement de 9 à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport, y compris les suppléments pour frais de transport, constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Tout d'abord, les frais de transport de marchandises vers le Canada sont influencés par la nouvelle dynamique qu'a créée la pandémie de COVID-19 dans le secteur du transport maritime, laquelle se répercute considérablement sur la capacité de transport, sur les tarifs en vigueur et sur les délais de livraison. La pression sur les frais de livraison par conteneurs de la Société s'est accrue au cours de l'exercice 2022 et du premier trimestre de l'exercice 2023. Bien que de nouveaux contrats et tarifs aient été négociés avec des sociétés de transport par conteneurs pour l'exercice 2023, la Société s'attend à des pressions continues sur les frais et à des retards des livraisons par conteneurs en raison de la volatilité du marché. De plus, lorsque le prix du carburant augmente, les frais de livraison et de transport augmentent également, parce que les transporteurs nous transfèrent généralement ces augmentations de prix.

Les frais d'occupation compris dans le coût des produits vendus de la Société se composent principalement de la portion variable et non indexée des charges qui sont exclues des obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les paiements de loyers fixes et indexés sont comptabilisés à titre d'obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les frais d'occupation ont généralement augmenté au fil des ans. La direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen terme. Habituellement, les baux des magasins sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable à un niveau qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits ou des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. Nous avons pour objectif de renouveler environ 25 % à 30 % de notre offre annuellement. Le taux de renouvellement a toutefois été inférieur pour l'exercice 2022 et le premier trimestre de l'exercice 2023, ce qui s'explique par l'effet de la pandémie de COVID-19, notamment les restrictions de voyage, les perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement et la diminution générale de l'innovation et de la diversification des produits fabriqués à l'échelle mondiale.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels au volume de nos ventes, ainsi que des coûts d'entretien général des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen des employés de nos magasins soit plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de la productivité et par d'autres réductions de coûts des magasins.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

La Société exerce ses activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. En plus de la concurrence livrée par les autres magasins à un dollar, la Société fait face à une concurrence encore plus vive de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces qui exercent leurs activités au Canada, dont bon nombre sont situés dans des secteurs où elle est aussi présente, offrent des produits essentiellement similaires à ceux qu'offre Dollarama et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. De plus, en raison de la vaste gamme de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers qu'elle offre, la Société subit la concurrence de divers détaillants spécialisés, notamment des détaillants offrant des articles de bureau, des articles de quincaillerie, des articles pour la maison, des produits d'épicerie, des produits d'hygiène et de beauté et du matériel d'art et d'artisanat, lesquels font partie des produits qu'offre également la Société. En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour l'obtention des meilleurs emplacements où installer ses magasins au Canada et pour attirer et conserver du personnel qualifié.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées au 1^{er} mai 2022 et au 2 mai 2021 ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes.

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)

	Périodes de 13 semaines closes	
	le 1 ^{er} mai 2022 \$	le 2 mai 2021 \$
Données sur le résultat		
Ventes	1 072 884	954 246
Coût des produits vendus	620 992	550 806
Profit brut	451 892	403 440
Frais généraux	160 625	158 672
Dotation aux amortissements	79 972	71 402
Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(8 737)	(3 403)
Résultat d'exploitation	220 032	176 769
Coûts de financement	24 355	22 146
Résultat avant impôt	195 677	154 623
Impôt sur le résultat	50 175	41 049
Résultat net	145 502	113 574
Résultat net de base par action ordinaire	0,50 \$	0,37 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	0,49 \$	0,37 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :		
De base	292 721	309 400
Après dilution	294 477	310 742
Autres données		
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	12,4 %	13,0 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	7,3 %	5,8 %
Marge brute ¹⁾	42,1 %	42,3 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ¹⁾	15,0 %	16,6 %
BAIIA ¹⁾	300 004	248 171
Marge d'exploitation ¹⁾	20,5 %	18,5 %
Dépenses d'investissement	31 343	30 370
Nombre de magasins ²⁾	1 431	1 368
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ²⁾	10 391	10 336
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,0553 \$	0,0503 \$

	Aux	
	1 ^{er} mai 2022 \$	30 janvier 2022 \$
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie	71 574	71 058
Stocks	646 713	590 927
Total des actifs courants	786 760	717 367
Immobilisations corporelles	766 175	761 876
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 523 226	1 480 255
Total de l'actif	4 194 279	4 063 562
Total des passifs courants	978 900	911 891
Total des passifs non courants	3 232 508	3 217 705
Total de la dette ¹⁾	1 947 418	1 894 309
Dette nette ¹⁾	1 875 844	1 823 251
Déficit	(17 129)	(66 034)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

²⁾ À la fin de la période.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du premier trimestre de l'exercice 2023

Suit un aperçu de la performance financière de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2023 comparativement à celle du premier trimestre de l'exercice 2022.

Ventes

Les ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2023 ont augmenté de 12,4 % pour s'établir à 1 072,9 M\$, comparativement à 954,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Cette hausse est attribuable à l'augmentation du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 368 magasins en date du 2 mai 2021 à 1 431 magasins au 1^{er} mai 2022, et des ventes des magasins comparables.

Les ventes des magasins comparables du premier trimestre de l'exercice 2023 ont augmenté de 7,3 %, en sus de la croissance de 5,8 % enregistrée au premier trimestre de l'exercice 2022, et reflètent une hausse de 14,4 % du nombre de transactions et une baisse de 6,2 % du montant moyen des transactions, soit une inversion des habitudes de consommation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des ventes des magasins comparables est attribuable à une bonne performance saisonnière et à la hausse des ventes de produits de consommation courante ayant donné lieu à l'accroissement de l'achalandage dans l'ensemble des magasins d'un exercice à l'autre, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent avait été marqué par une interdiction, entrée en vigueur le 8 avril 2021 et levée après la fin du trimestre le 11 juin 2021, visant la vente de biens non essentiels en Ontario, où se trouvent environ 40 % des magasins de la Société.

Les nouveaux magasins, qui ne font pas encore partie des magasins comparables, enregistrent des ventes annuelles d'environ 2,6 M\$ au cours de leurs deux premières années d'activité, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Pour le trimestre, 76,1 % des ventes de la Société provenaient de produits vendus à un prix supérieur à 1,25 \$, comparativement à 74,3 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 42,1 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2023, comparativement à 42,3 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Le léger recul de la marge brute pour le trimestre considéré s'explique par un changement dans la composition des ventes, les ventes de produits de consommation courante ayant affiché une augmentation, qui a été en partie contrebalancée par une baisse des frais de logistique.

Frais généraux

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2023 n'ont augmenté que de 1,2 % pour s'établir à 160,6 M\$, alors qu'ils étaient de 158,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Les frais généraux ont représenté 15,0 % des ventes, comparativement à 16,6 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Cette amélioration est principalement attribuable au fait que les coûts directs supplémentaires liés à la COVID-19 au premier trimestre de l'exercice 2023 n'ont été que de 1,6 M\$, représentant 0,1 % des ventes, comparativement à 18,3 M\$, représentant 1,9 % des ventes, à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 8,6 M\$, passant de 71,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022 à 80,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023. Cette augmentation s'explique principalement par l'ouverture de nouveaux magasins, les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation et les investissements dans des projets de technologies de l'information.

Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 mars 2022 s'est établie à 8,7 M\$, contre 3,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la solide performance financière et opérationnelle de Dollarcity. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la mise en équivalence.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont augmenté de 2,3 M\$, passant de 22,1 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022 à 24,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023, en raison essentiellement de la légère hausse des emprunts moyens.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 9,2 M\$, passant de 41,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022 à 50,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023. Le taux d'imposition prescrit par la loi était de 26,5 % pour le premier trimestre de l'exercice 2023 et de l'exercice 2022. Le taux d'imposition effectif de la Société était de 25,6 % pour le premier trimestre de l'exercice 2023 et de 26,5 % pour le premier trimestre de l'exercice 2022. La diminution du taux d'imposition effectif pour le premier trimestre de l'exercice 2023 est attribuable au fait que la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity (qui, à respectivement 8,7 M\$ et 3,4 M\$, a été plus élevée au premier trimestre de l'exercice 2023 qu'à la période correspondante de l'exercice 2022) est comptabilisée déduction faite de la charge d'impôt, pour laquelle Dollarcity avait déjà comptabilisé une provision.

Résultat net

Pour le premier trimestre de l'exercice 2023, le résultat net s'est établi à 145,5 M\$, soit 0,49 \$ par action ordinaire après dilution, contre 113,6 M\$, soit 0,37 \$ par action ordinaire après dilution, pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Le résultat net s'est accru en raison de la hausse des ventes et du montant reçu à titre de quote-part du résultat net de Dollarcity, en partie contrebalancée par le léger recul de la marge brute.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Exercice 2023	Exercice 2022			Exercice 2021			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Données tirées de l'état du résultat net	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	1 072 884	1 224 900	1 122 267	1 029 348	954 246	1 103 668	1 064 201	1 013 592
Résultat net	145 502	219 966	183 401	146 228	113 574	173 902	161 871	142 496
Résultat net par action ordinaire								
De base	0,50 \$	0,74 \$	0,61 \$	0,48 \$	0,37 \$	0,56 \$	0,52 \$	0,46 \$
Dilué	0,49 \$	0,74 \$	0,61 \$	0,48 \$	0,37 \$	0,56 \$	0,52 \$	0,46 \$

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, le chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables ou d'une éclosion, comme celle de la pandémie de COVID-19, qui perturberaient nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes ou pendant une période prolongée pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage de nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Flux de trésorerie pour le premier trimestre de l'exercice 2023

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes		Variation
	le 1 ^{er} mai 2022	le 2 ^{er} mai 2021	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	142 780	133 983	8 797
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(31 325)	(30 197)	(1 128)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(110 939)	(493 830)	382 891
Variation nette de la trésorerie	516	(390 044)	390 560

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le premier trimestre de l'exercice 2023, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 142,8 M\$, comparativement à 134,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du résultat net, en partie contrebalancée par l'affectation accrue du fonds de roulement aux achats de stocks au premier trimestre de l'exercice 2023, comparativement au premier trimestre de l'exercice 2022.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 31,3 M\$, comparativement à 30,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Cette hausse est principalement attribuable à la légère augmentation des dépenses d'investissement liées aux projets de transformation comparativement au premier trimestre de l'exercice 2022.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 110,9 M\$, comparativement à 493,8 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022. Cet écart est attribuable au remboursement, le 1^{er} février 2021, de billets non garantis de premier rang de 300 M\$, et il reflète également la diminution des opérations aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours du premier trimestre de l'exercice 2023 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2022.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement se rapportent principalement aux investissements dans les projets de technologies de l'information, dans les projets évolutifs et dans les nouveaux magasins.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2023, les dépenses d'investissement ont totalisé 31,3 M\$, comparativement à 30,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2022. La légère augmentation des dépenses d'investissement est attribuable à la hausse des dépenses d'investissement évolutives au premier trimestre de l'exercice 2023, par rapport à celles du premier trimestre de l'exercice 2022.

Ressources en capital

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 1^{er} mai 2022, la Société disposait d'une encaisse de 71,6 M\$ et d'un montant disponible de 798,9 M\$ aux termes de sa facilité de crédit, dont une tranche de 137,4 M\$ était réservée pour servir de garantie relativement aux montants en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

La capacité de la Société de payer le capital et les intérêts sur sa dette, de la refinancer, ou de générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement et les placements prévus, dépendra de sa performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté.

À moins de nouvelles circonstances extraordinaires découlant de la pandémie de COVID-19 ou d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté, compte tenu de la vigueur actuelle du résultat de la Société, la direction croit que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation ainsi que l'encaisse et le crédit disponible aux termes de la facilité de crédit permettront à la Société de combler ses besoins en liquidités futurs aux fins de l'exploitation.

La Société avait un fonds de roulement négatif de 192,1 M\$ au 1^{er} mai 2022, comparativement à un fonds de roulement négatif de 194,5 M\$ au 30 janvier 2022, par suite de la prise en compte dans les passifs courants des billets non garantis de premier rang échéant au cours des 12 prochains mois. La Société prévoit refinancer les billets à taux fixe à 2,203 % échéant le 10 novembre 2022 en émettant de nouveaux billets à long terme avant la date d'échéance. La Société est bien perçue par les agences de notation.

Les hypothèses de la Société concernant ses besoins en liquidités futurs et ses possibilités de refinancement pourraient se révéler inexactes. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel de l'exercice 2022 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques liés à l'endettement, à la liquidité et à la modification de la solvabilité ou de la notation.

Billets non garantis de premier rang

Les titres de créance à long terme en cours se composent des éléments suivants :	1^{er} mai 2022 \$	30 janvier 2022 \$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 2,443 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 9 juillet 2029 (les « billets à taux fixe à 2,443 % »)	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % »)	300 000	300 000
Taux annuel fixe de 1,871 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 8 juillet 2026 (les « billets à taux fixe à 1,871 % »)	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 3,55 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 6 novembre 2023 (les « billets à taux fixe à 3,55 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022 (les « billets à taux fixe à 2,203 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 2,443 %, les billets à taux fixe à 1,505 %, les billets à taux fixe à 1,871 % et les billets à taux fixe à 3,55 %, les « billets non garantis de premier rang »)	250 000	250 000
Moins les frais d'émission des titres de créance non amortis	(7 453)	(8 009)
Intérêt à payer sur les billets non garantis de premier rang	16 506	7 850
Couverture de juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	(6 475)	(2 927)
	<u>1 802 578</u>	<u>1 796 914</u>
Partie courante (y compris les frais d'émission de titres de créance non amortis, l'intérêt à payer sur les billets non garantis de premier rang et les billets non garantis de premier rang dont la date d'échéance se situe dans la prochaine période de 52 semaines)	(266 387)	(257 674)
	<u>1 536 191</u>	<u>1 539 240</u>

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des billets non garantis de premier rang au 1^{er} mai 2022 et au 30 janvier 2022. Les justes valeurs des billets non garantis de premier rang sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	1^{er} mai 2022		30 janvier 2022	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Billets à taux fixe				
Billets à taux fixe à 2,443 %	376 138	328 725	373 809	361 913
Billets à taux fixe à 1,505 %	299 203	261 240	300 277	280 650
Billets à taux fixe à 1,871 %	375 773	343 275	373 948	363 675
Billets à taux fixe à 3,55 %	506 998	499 800	502 387	512 950
Billets à taux fixe à 2,203 %	252 480	249 800	251 052	251 600
	<u>1 810 592</u>	<u>1 682 840</u>	<u>1 801 473</u>	<u>1 770 788</u>

Convention de crédit

Le 6 juillet 2021, la Société et les prêteurs ont conclu une quatrième convention de modification de la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour (« la troisième convention de crédit ») notamment pour les raisons suivantes : i) proroger du 27 septembre 2024 au 6 juillet 2026 la date d'échéance de la facilité A d'un montant de 250,0 M\$; ii) proroger du 29 septembre 2023 au 5 juillet 2024 la date d'échéance de la facilité B d'un montant de 200,0 M\$; iii) proroger du 29 septembre 2023 au 5 juillet 2024 la date d'échéance de la facilité C d'un montant de 50,0 M\$ et iv) proroger du 20 septembre 2021 au 6 juillet 2022 la date d'échéance de la facilité D d'un montant de 300,0 M\$ (collectivement, la « facilité de crédit »).

Aux termes de la troisième convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes des facilités engagées, y compris les engagements existants, à 1 500,0 M\$.

La troisième convention de crédit oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement. La Société a la possibilité d'effectuer des emprunts en dollars canadiens et américains.

La facilité de crédit reste cautionnée par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La troisième convention de crédit est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La troisième convention de crédit limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 1^{er} mai 2022 et au 30 janvier 2022, aucun montant n'était en cours aux termes de la facilité de crédit. Au 1^{er} mai 2022, des lettres de crédit avaient été émises pour l'achat de stocks totalisant 1,1 M\$ (1,3 M\$ au 30 janvier 2022) et la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

Emprunts à court terme

Aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, la Société peut émettre, à l'occasion, des billets de trésorerie non garantis dont l'échéance est d'au plus 397 jours à compter de la date d'émission (les « billets de trésorerie américains »). Le montant en capital total des billets de trésorerie américains en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis ne peut en aucun temps dépasser 500,0 M\$ US. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour convertir en dollars canadiens le produit net tiré de l'émission des billets de trésorerie américains et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets de trésorerie américains sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société. Les billets de trésorerie américains sont cautionnés par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc., filiales entièrement détenues par la Société.

Au 1^{er} mai 2022, le montant en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis s'élevait à 106,9 M\$ US (137,4 M\$) (70,0 M\$ US (89,4 M\$) au 30 janvier 2022).

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 1^{er} mai 2022. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer	247 832	-	-	-	247 832
Dividendes à verser	16 206	-	-	-	16 206
Obligations locatives ¹⁾	54 814	194 110	898 613	872 431	2 019 968
Remboursement de capital sur :					
les billets à taux fixe à 2,443 %	-	-	-	375 000	375 000
les billets à taux fixe à 1,505 %	-	-	-	300 000	300 000
les billets à taux fixe à 1,871 %	-	-	375 000	-	375 000
les billets à taux fixe à 3,55 %	-	-	500 000	-	500 000
les billets à taux fixe à 2,203 %	-	250 000	-	-	250 000
les billets de trésorerie américains	(137 387)	-	-	-	(137 387)
Versements d'intérêts sur :					
les billets à taux fixe à 2,443 %	4 581	4 581	36 645	22 903	68 710
les billets à taux fixe à 1,505 %	-	4 515	18 060	2 257	24 832
les billets à taux fixe à 1,871 %	3 508	3 508	24 557	-	31 573
les billets à taux fixe à 3,55 %	8 875	8 875	17 750	-	35 500
les billets à taux fixe à 2,203 %	2 754	2 753	-	-	5 507
	<u>201 183</u>	<u>468 342</u>	<u>1 870 625</u>	<u>1 572 591</u>	<u>4 112 741</u>

¹⁾ Représentent les loyers annuels de base et les autres montants payés aux propriétaires qui sont fixes ou qui varient en fonction d'un indice ou d'un taux.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés, les lettres de crédit ainsi que les engagements de la Société au 1^{er} mai 2022.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Lettres de crédit	616	344	144	-	1 104

Outre les lettres de crédit, la Société n'est assujettie à aucun autre arrangement ou engagement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de change et de taux d'intérêt. La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022 et aux notes 3 et 14 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2022.

Exposition au risque de change

La Société se sert de contrats de change à terme et de colliers à coût nul pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus ou comme instruments de couverture des emprunts en dollars américains convertis en dollars canadiens dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis. Les contrats de change à terme et les colliers à coût nul sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur déterminée selon les cours du marché et d'autres données observables.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

Exposition au risque de taux d'intérêt

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour atténuer le risque associé aux variations de la juste valeur des billets à taux fixe à 3,55 % émis et échéant le 6 novembre 2023 par suite des fluctuations des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme couvertures de la juste valeur. Aux termes de ces swaps de taux d'intérêt, la Société reçoit un taux d'intérêt fixe et paie des intérêts à un taux variable sur un montant notionnel. Ces dérivés sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière.

La Société a également recours à des contrats à terme sur obligations avant le refinancement des billets à taux fixe à 2,203 % échéant le 10 novembre 2022 par voie d'émission de nouveaux billets à long terme avant la date d'échéance. Ces dérivés sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Le profit ou la perte lié à la partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global puis est reclassé en résultat net au cours de la période où les paiements d'intérêts couverts seront comptabilisés en résultat net. Le risque couvert s'entend de la variabilité des flux de trésorerie liés au taux d'intérêt nominal payé sur les titres de créance à émettre qui découle des fluctuations du taux de référence en dollars canadiens. Le taux de référence en dollars canadiens s'entend du rendement interpolé de la courbe des taux des obligations du gouvernement du Canada pour une échéance correspondant au titre de créance prévu. Les flux de trésorerie liés à l'écart de crédit prévu des obligations par rapport au taux de référence en dollars canadiens ne sont pas désignés comme faisant partie de la relation de couverture.

La couverture du risque de taux d'intérêt comporte également un risque d'illiquidité et, dans la mesure où les taux d'intérêt fluctuent, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si l'émission de billets à des taux couverts se traduisait par une rentabilité moindre que si ces billets avaient été émis au taux du jour.

La Société a réévalué la nature des risques découlant des instruments financiers dérivés et la gestion de ces risques et conclu qu'il n'y avait eu aucun changement significatif.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

Au 1^{er} mai 2022, la Société louait 19 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy, aux termes de baux à long terme. Les paiements de loyers associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Au 1^{er} mai 2022, le montant total des obligations locatives à payer à des entités sous le contrôle de la famille Rossy s'élevait à 31,1 M\$ (34,7 M\$ au 30 janvier 2022).

Les frais de location facturés par des entités contrôlées par la famille Rossy et dont ne tiennent pas compte les obligations locatives ont totalisé 2,1 M\$ pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022 (1,8 M\$ pour le premier trimestre clos le 2 mai 2021).

Dollarcity

Au 1^{er} mai 2022, la créance à recevoir de Dollarcity pour les produits vendus et les services fournis aux termes de la convention d'approvisionnement et de la convention de services, conclues le 4 février 2022, totalisait 26,2 M\$ (16,0 M\$ au 30 janvier 2022 aux termes de la convention de licence et de services de 2013), et ce montant est garanti en partie par une lettre de crédit jusqu'à concurrence de 10,0 M\$ US (12,9 M\$) (10,0 M\$ US (12,8 M\$) au 30 janvier 2022). Pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2022, les produits vendus à Dollarcity expédiés directement à partir des entrepôts de la Société se sont établis à 9,2 M\$ (8,2 M\$ pour le trimestre clos le 2 mai 2021).

Aux termes de la convention entre actionnaires datée du 14 août 2019, les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont une option de vente selon laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International rachète les actions de Dollarcity qu'ils détiennent à la juste valeur de marché. Ce droit peut être exercé dans le cours normal des activités à compter du 1^{er} octobre 2022, sous réserve de seuils relatifs à la taille de la transaction, de seuils d'actionnariats obligatoires et de périodes de blocage, entre autres conditions et restrictions. Ce droit pourrait aussi être exercé lorsque surviennent certains événements extraordinaires, notamment un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity.

Estimations et jugements comptables critiques

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés à l'aide des estimations et des jugements comptables critiques décrits à la note 5 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2022.

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre de l'exercice 2023 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Nous avons inclus des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières afin de fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de notre performance financière et opérationnelle. Nous estimons que ces mesures sont des mesures complémentaires importantes de la performance financière et opérationnelle, car elles éliminent les éléments qui ont une incidence moindre sur celles-ci, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont fréquemment recours aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Notre direction fait par ailleurs appel aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assumer le service de la dette, les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement dans l'avenir.

La majorité de ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures financières présentées ci-dessous n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Se reporter à la rubrique ci-après pour la définition des mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières au sens du *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* et pour un rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

A) Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA

Le BAIIA représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements et comprend la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

(en milliers de dollars)

Périodes de 13 semaines closes	
le 1^{er} mai 2022	le 2 mai 2021
\$	\$

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :

Résultat d'exploitation	220 032	176 769
Ajouter la dotation aux amortissements	79 972	71 402
BAIIA	300 004	248 171

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	300 004	248 171
Coûts de financement (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(15 193)	(14 424)
Dotation à l'amortissement des profits nets sur la fixation du taux des obligations et sur les contrats à terme sur obligations	(138)	(78)
Impôt exigible	(54 637)	(39 925)
Rémunération fondée sur des actions	3 202	2 217
Profit à la modification de contrats de location	(628)	(852)
Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(8 737)	(3 403)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(81 093)	(57 723)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	142 780	133 983

Total de la dette

Le total de la dette représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer et la couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis et des autres dettes bancaires (le cas échéant).

(en milliers de dollars)

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

Billets non garantis de premier rang portant intérêt comme suit :

	Aux	
	1^{er} mai 2022	30 janvier 2022
	\$	\$
Taux annuel fixe de 2,443 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 9 juillet 2029	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027	300 000	300 000
Taux annuel fixe de 1,871 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 8 juillet 2026	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 3,55 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 6 novembre 2023	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022	250 000	250 000
Intérêt à payer sur les billets non garantis de premier rang	16 506	7 850
Couverture de juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	(6 475)	(2 927)
Total de la dette à long terme	1 810 031	1 804 923
Billets de trésorerie américains émis dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis	137 387	89 386
Total de la dette	1 947 418	1 894 309

Dette nette

La dette nette représente le total de la dette, moins la trésorerie.

(en milliers de dollars)

Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

	Aux	
	1^{er} mai 2022	30 janvier 2022
	\$	\$
Total de la dette	1 947 418	1 894 309
Trésorerie	(71 574)	(71 058)
Dette nette	1 875 844	1 823 251

Résultats non distribués ajustés

Les résultats non distribués ajustés représentent le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 1^{er} mai 2022 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

	Aux	
	1 ^{er} mai 2022 \$	30 janvier 2022 \$
Le tableau suivant présente un rapprochement du déficit et des résultats non distribués ajustés :		
Déficit	(553 747)	(578 079)
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	4 928 035	4 823 071
Résultats non distribués ajustés	4 374 288	4 244 992

Le déficit au 1^{er} mai 2022 et au 30 janvier 2022 ne reflète pas une mauvaise performance opérationnelle. Il découle du fait qu'une part importante de la contrepartie en trésorerie pour le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société est portée en diminution des résultats non distribués et que le cours du marché auquel les actions sont rachetées excède considérablement la valeur comptable de ces actions. Par conséquent, le déficit de la Société aux fins comptables s'établissait à 17,1 M\$ au 1^{er} mai 2022. La direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société.

B) Ratios non conformes aux PCGR

Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA

Le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA correspond à la dette nette ajustée, divisée par le BAIIA consolidé pour les 12 derniers mois.

(en milliers de dollars)

	Aux	
	1 ^{er} mai 2022 \$	30 janvier 2022 \$
Le tableau suivant présente un calcul du ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA :		
Dette nette	1 875 844	1 823 251
Obligations locatives	1 771 448	1 727 428
Couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	6 475	2 927
Dette nette ajustée	3 653 767	3 553 606
BAIIA pour les 12 derniers mois	1 334 410	1 282 577
Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA	2,74x	2,77x

Marge du BAIIA

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les ventes.

(en milliers de dollars)

	Périodes de 13 semaines closes	
	le 1 ^{er} mai 2022 \$	le 2 mai 2021 \$
Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et de la marge du BAIIA :		
BAIIA	300 004	248 171
Ventes	1 072 884	954 246
Marge du BAIIA	28,0 %	26,0 %

C) Mesures financières supplémentaires

Marge brute	Représente le profit brut divisé par les ventes.
Marge d'exploitation	Représente le résultat d'exploitation divisé par les ventes.
Frais généraux en pourcentage des ventes	Représentent les frais généraux divisés par les ventes.
Ventes des magasins comparables	Représentent les ventes des magasins Dollarama, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.
Croissance des ventes des magasins comparables	Représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins comparables, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, la croissance des ventes des magasins comparables ne tient pas compte des magasins qui étaient temporairement fermés, au cours du premier trimestre de l'exercice 2022 ou de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
Coûts directs supplémentaires liés à la COVID-19	Représentent les coûts engagés pour la mise en place et l'application de mesures de santé et de sécurité dans les magasins et pour les activités de logistique liées à la gestion de la pandémie, comme les coûts liés aux heures de travail supplémentaires pour l'exécution des protocoles de nettoyage et de gestion de l'achalandage et les coûts liés à l'approvisionnement en équipement de protection individuelle pour les employés et en fournitures et équipement de nettoyage.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2022 (qui est accessible sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.dollarama.com) et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 31 janvier 2022 et se terminant le 1^{er} mai 2022 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Le 8 juin 2022, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,0553 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 5 août 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 juillet 2022. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à la déclaration du dividende en question par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel ainsi que les dates de déclaration, d'inscription et de versement demeurent à la discrétion du conseil d'administration.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et l'autorisation de la Bourse de Toronto (« TSX ») en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 19 376 824 actions ordinaires, soit 7,5 % du flottant à la clôture des marchés le 30 juin 2021, au cours de la période de 12 mois allant du 7 juillet 2021 au 6 juillet 2022 (l'« offre de rachat de 2021-2022 »).

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2023, un total de 1 444 803 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2021-2022, à un prix moyen pondéré de 74,29 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totale de 107,3 M\$.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Au 7 juin 2022, 291 808 666 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 3 631 635 options émises et en cours au 7 juin 2022, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 295 440 301 actions ordinaires émises et en circulation après dilution au 7 juin 2022.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».